

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 décembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1548)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 20

présenté par

M. Masson, M. Bazin, Mme Valérie Boyer, M. Brun, M. Cinieri, Mme Kuster, M. Le Fur, Mme Levy, Mme Louwagie, M. Ramadier, M. Schellenberger, M. Sermier, M. Straumann, Mme Trastour-Isnart et M. Viry

ARTICLE 51

I. – À l’alinéa 1, après le mot :

« études »,

insérer le mot :

« opérationnelles ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion aux alinéas 7 et 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

En premier lieu, cet amendement vise à limiter l’utilisation de procédures dérogatoires aux établissements construits ou programmés avant le 31 décembre 2022 : en effet, la garde des sceaux s’est engagée à ce que 15 000 places d’emprisonnement soient construites ou lancées avant le 31 décembre 2022. Il est donc inutile d’étendre à 2026 ces dispositifs.

Ensuite, cet amendement vise à exclure l’application de ces dispositions aux projets de construction d’établissements pénitentiaires en phases d’études préalables : seules les phases d’études au stade de la commande opérationnelle nécessitent le recours à ces procédures dérogatoires.

Enfin, cet amendement supprime le recours à la procédure d’expropriation d’extrême urgence, considérant que cette procédure s’appliquerait à des immeubles bâtis et alors même qu’il n’existe aucune certitude quant à la nécessité d’un tel dispositif. Les retards pris par l’administration

pénitentiaire ne doivent pas se traduire par un abaissement des droits des riverains de ces futurs projets.